

Cote du document: EB 2012/105/R.25/Rev.1
Point de l'ordre du jour : 7 e) i)
Date: 3 avril 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République d'Ouzbékistan pour le

Projet d'appui à l'horticulture

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Henning V. Pedersen
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2635
courriel: h.pedersen@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent cinquième session
Rome, 3-4 avril 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d’approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d’intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	6
E. Identification et atténuation des risques	7
V. Considérations d’ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	7
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l’élaboration des politiques	8
VI. Instruments juridiques et autorité	8
VII. Recommandation	8
Annexe	
Accord de financement négocié	10
Appendices	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

BAsD Banque asiatique de développement
GIZ Agence allemande de coopération internationale

Carte de la zone du projet

Republic of Uzbekistan

Horticultural Support Project - HSP

Complete design report



24-11- 2011



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République d'Ouzbékistan

Projet d'appui à l'horticulture

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République d'Ouzbékistan
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des eaux; Agence de remembrement rural
Coût total du projet:	31,7 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	6,19 millions de DTS (équivalant approximativement à 9,6 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,645 million de DTS (équivalant approximativement à 1,0 million d'USD)
Montant du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol):	8,46 millions d'EUR (équivalant approximativement à 11,4 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Conditions du prêt du Fonds fiduciaire espagnol:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Gouvernement: 6,1% Institutions financières participantes: 8,2% Bénéficiaires: 16,2%
Montant du cofinancement:	Institutions financières participantes: 2,59 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	1,94 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	5,1 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'Ouzbékistan pour le Projet d'appui à l'horticulture, telle qu'elle figure au paragraphe 39.

Proposition de prêt et don à la République d'Ouzbékistan pour le Projet d'appui à l'horticulture

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Ouzbékistan est devenu un État indépendant après la chute de l'Union soviétique en 1991. En 2010, le pays comptait 28 millions d'habitants pour une superficie de 447 400 kilomètres carrés, et son revenu national brut était de 1 280 USD par personne. La transition vers une économie de marché a été progressive et prudente, caractérisée par des réductions de la dette publique, une politique monétaire rigoureuse et le contrôle de la production de blé par l'État afin de garantir la sécurité alimentaire. L'État reste propriétaire de toutes les terres, à l'exception de petites parcelles familiales qui sont privées (dénommées ci-après les "fermes dekhan"). Cette situation a permis d'éviter la tourmente économique que certains autres pays de l'ex-Union soviétique ont connue et de maintenir la stabilité sociale et politique. Elle a toutefois également empêché le pays d'exploiter pleinement son potentiel économique.
2. La part de l'agriculture dans le PIB a reculé, passant de 30% en 2000 à 17,5% en 2010. Ce secteur reste néanmoins important: il emploie directement 25% de la main-d'œuvre nationale et 49% environ de la population vit en milieu rural. En outre, l'agriculture couvre 90% de la demande intérieure de produits agricoles et assure 70% du commerce intérieur. Environ 4,5 millions de ruraux, soit 73,4% de la population totale, vivent au-dessous du seuil de pauvreté, qui correspond à une consommation inférieure à l'équivalent de 2 100 calories par adulte et par jour. La situation des populations rurales vivant au-dessous du seuil de pauvreté est précaire, en raison non seulement de leur accès limité à la terre mais également de la rareté des possibilités d'emploi en milieu rural.
3. La Stratégie d'amélioration de la qualité de vie 2008-2010 est la principale stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté du Gouvernement ouzbek. S'agissant de l'agriculture, les mesures suivantes figurent parmi les propositions énoncées dans cette stratégie: améliorer progressivement la sélection culturale au profit des cultures commerciales ayant des rendements supérieurs; utiliser des variétés végétales et des techniques et pratiques agricoles nouvelles permettant d'accroître les rendements; augmenter fortement les investissements en capital en faveur de l'alimentation en eau d'irrigation et appliquer des techniques permettant d'économiser l'eau; faciliter l'élargissement des parcelles de terre allouées aux fermes dekhan; créer de nouvelles formes de coopération entre les agriculteurs aux fins du stockage et de la transformation des fruits et des légumes; améliorer l'accès des agriculteurs privés aux services financiers; et apporter un soutien pour former les agriculteurs.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Il y a lieu d'espérer que la modernisation des systèmes actuels de production horticole – avec notamment un appui concernant les variétés de matériel

végétal/porte-greffes nouveaux, les savoirs et compétences des producteurs, les technologies et les produits financiers appropriés – permettra de réaliser des gains de productivité et de qualité, grâce auxquels l'accès aux marchés intérieur et d'exportation sera facilité, la salubrité et la sécurité alimentaires seront améliorées, et les revenus des producteurs augmenteront. Grâce à une meilleure productivité et à un accès plus facile aux marchés, de nouveaux agriculteurs auront la possibilité de participer à la production, en tant qu'exploitants ou salariés, en particulier si les gains d'efficacité dans l'utilisation de la terre et de l'eau permettent d'alléger les contraintes croissantes pesant sur la base de ressources naturelles. Le présent projet sera le premier projet de donateurs financé par un prêt en Ouzbékistan qui vise expressément les petits exploitants et, en particulier, les fermes dekhan. Selon des études et des statistiques, ces fermes forment une base de production tout à fait viable et efficace, qui a assuré 63% de la production agricole totale en 2010.

5. Le Conseil des gouverneurs du FIDA a admis l'Ouzbékistan en tant que membre du Fonds en février 2011, et ce projet est la première opération financée par le FIDA dans le pays. Il est conforme aux principaux objectifs de développement énoncés dans la Stratégie d'amélioration de la qualité de vie, au titre de laquelle le gouvernement s'est engagé à poursuivre la libéralisation économique et à promouvoir un développement global axé sur les régions. Il est prévu que la croissance économique atténue les différences actuelles dans le niveau de développement économique et de qualité de vie. Compte tenu des données socio-économiques ci-dessus, certains indices donnent à penser que la modernisation d'un secteur horticole privatisé peut assurer une croissance économique durable associée à une nette amélioration du bien-être. Les produits horticoles destinés au marché intérieur proviennent déjà en grande partie des fermes dekhan, ce qui contribue largement à accroître les revenus des ménages les plus défavorisés. Le projet comprend certaines dispositions de la stratégie fondamentale, des documents d'orientation et des directives du Fonds, et sa formulation s'inscrit dans le cadre d'une stratégie et d'une note sur le pays approuvées par la haute direction du FIDA. Un programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats sera élaboré pour le prochain cycle du système d'allocation fondé sur la performance.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. La zone d'intervention (voir la carte) comprendra les districts de la région de Surkhandarya, qui possèdent un avantage comparatif et offrent des possibilités en matière d'horticulture moderne. Selon les résultats obtenus, le projet pourrait être reproduit par la suite à plus grande échelle, dans le cadre d'une deuxième phase distincte, dans des districts analogues d'autres régions d'Ouzbékistan, en particulier la région voisine de Kashkadarya. Selon les dernières données disponibles, ce sont les régions de Surkhandarya et de Kashkadarya qui comptent les plus forts pourcentages (respectivement 34,6% et 41%) de personnes vivant sous le seuil de pauvreté d'Ouzbékistan, à l'exception de la République du Karakalpakstan.
7. Le projet atteindra directement 11 800 ménages appartenant à tous les groupes ethniques, le groupe cible étant spécifiquement formé de: petits producteurs horticoles du secteur privé, déjà en activité ou potentiels, qui exploitent au plus six hectares de terre – des dispositions particulières étant prévues pour ceux qui exploitent moins de deux hectares, notamment dans le cas des fermes dekhan; petits prestataires de services commerciaux horticoles; entreprises agricoles liées à l'horticulture; et ruraux sans emploi.

B. Objectif de développement du projet

8. Le projet a pour objectif de développement d'accroître les revenus et les actifs des petits exploitants, des transformateurs et des prestataires de services du sous-secteur horticole. À cette fin, il est prévu de promouvoir: un sous-secteur horticole

viable doté de techniques agricoles modernes, entretenant des liens en amont avec les ménages ruraux pauvres et disposant d'un accès amélioré aux marchés intérieur et international; les investissements des producteurs, des transformateurs et des prestataires de services du secteur horticole de l'Ouzbékistan dans les moyens de production; et l'efficacité des activités agricoles et la mobilité des moyens de production et des produits.

C. Composantes/résultats

9. Outre le volet gestion, le projet comprendra trois composantes:
 - a) **Appui à la production horticole et à la commercialisation.** Trois sous-composantes sont prévues: i) l'amélioration des pépinières, par le biais d'une pépinière centrale, qui importera, mettra à l'essai et propagera des variétés modernes et des porte-greffes que les acteurs de la filière horticole pourront acheter; ii) la modernisation des entreprises privées du secteur de la production et de la transformation horticole (entreprises agricoles), en renforçant les capacités de 10 à 15 de ces entreprises privées dans la zone du projet, afin qu'elles interviennent dans la filière horticole, ce qui leur procurera des avantages, ainsi qu'aux fournisseurs moins favorisés qui forment le principal groupe cible du projet; et iii) la modernisation de la production horticole primaire, en offrant aux petits exploitants un financement abordable pour leurs investissements, une assistance technique et une formation.
 - b) **Finance rurale.** Cette composante a pour objet de faciliter l'accès à des produits financiers appropriés, moyennant la mise en place de mécanismes de refinancement visant à assurer les investissements nécessaires pour les sous-composantes ii) et iii) ci-dessus. Certaines banques commerciales seront ainsi à même de fournir des fonds à moyen ou long terme aux entreprises agricoles susceptibles d'établir des liens en amont dans le cadre de la filière, et pour les petits investissements en faveur de techniques modernes applicables dans les exploitations.
 - c) **Infrastructures rurales: amélioration du réseau d'irrigation.** Cette composante a pour objet d'aider les groupes de bénéficiaires recensés et appuyés au titre de la composante a) à réaliser pleinement leur potentiel économique, et de compléter et renforcer les investissements du projet au titre de cette même composante, grâce à l'amélioration des infrastructures d'alimentation en eau d'irrigation.
10. Les effets directs du projet seront les suivants: i) création d'un sous-secteur horticole viable doté de techniques agricoles modernes, entretenant des liens en amont avec les petits exploitants ruraux pauvres et disposant d'un accès amélioré aux marchés intérieur et international; ii) accroissement des investissements des producteurs, des transformateurs et des prestataires de services du secteur horticole dans les moyens de production; et iii) amélioration de l'efficacité des activités agricoles et de la mobilité des moyens de production et des produits.

III. Exécution du projet

A. Approche

11. Le projet améliorera les actifs et les revenus des petits producteurs horticoles (ceux qui exploitent au plus six hectares, des dispositions particulières étant prises pour ceux qui exploitent moins de deux hectares, notamment dans le cas des fermes dekhan), des prestataires de services commerciaux horticoles et des ruraux sans emploi. Pour ce faire, il modernisera la production horticole, réalisant des gains d'efficacité et d'efficacité (aspects techniques et de gestion) au niveau de maillons essentiels de la filière horticole, moyennant: i) un appui à l'importation, la propagation, et la distribution/vente consécutive de variétés modernes et de porte-greffes; ii) le renforcement des compétences des entreprises agricoles en tant que

fournisseurs d'intrants, conseillers techniques, sous-traitants des petits producteurs horticoles et/ou prestataires de services après récolte tels que le stockage, la transformation et la commercialisation; et iii) un appui technique et financier aux producteurs primaires et aux petites entités offrant des services commerciaux. Le projet mettra en œuvre ces activités de soutien en appliquant des méthodes de gestion ciblées, induites par la demande et participatives.

B. Cadre organisationnel

12. La supervision générale de la gestion incombera au comité de pilotage du projet, qui sera composé de représentants des ministères, des autorités régionales et des autres organisations de parties prenantes compétentes. Le Ministère de l'agriculture et des eaux sera l'organisme d'exécution du projet. La supervision courante de la gestion incombera à l'unité de gestion du projet (UGP), établie auprès de l'Agence de remembrement rural, organisme public qui a acquis une vaste expérience grâce à la mise en œuvre de projets de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement (BAsD). Un bureau régional de l'Agence de remembrement rural/du projet sera ouvert dans la région de Surkhandarya à compter de la première année du projet.
13. Aux fins de l'exécution de la sous-composante relative à l'amélioration des pépinières, une pépinière centrale, relevant de l'Institut de recherche scientifique en matière d'horticulture, de viticulture et de fabrication viniculture (l'Institut Schreder), sera chargée des vergers de démonstration et des activités de multiplication dans la pépinière, ainsi que des ventes aux parties intéressées. Les fonds accordés au titre de la composante relative à la finance rurale seront décaissés par les institutions financières participantes, sélectionnées après un examen préalable. Sur le terrain, la responsabilité de cette composante de finance rurale et de la composante relative aux infrastructures rurales incombera principalement au bureau régional du projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

14. Pour la mise en œuvre du projet, on respectera les plans de travail et budgets annuels (PTBA) préparés en étroite concertation avec les représentants des bénéficiaires et les prestataires de services, et les besoins et priorités réels des bénéficiaires seront donc pris en considération. Les informations recueillies lors de l'atelier annuel interentités d'examen de l'état d'avancement du projet permettront d'ajuster la stratégie de mise en œuvre.
15. Le cadre logique du projet servira de référence pour le système général de suivi-évaluation (S&E) axé sur les résultats et il comportera un suivi de la performance et une évaluation de l'impact. Le suivi de la performance sera fondé sur les rapports d'activité trimestriels, semestriels et annuels, et portera essentiellement sur les produits financiers et matériels et sur les effets directs des activités du projet. L'unité conjointe de gestion du projet (Agence de remembrement rural/projet) transmettra des rapports d'activité en anglais au gouvernement (aux Ministères de l'agriculture et des finances par le biais du comité de pilotage du projet) et au FIDA. L'évaluation de l'impact reposera sur le suivi participatif de l'impact et l'évaluation simultanés, fondés sur des enquêtes quantitatives répétées associées à des entretiens permettant de saisir les aspects qualitatifs.
16. Les rapports annuels sur la performance du projet seront utilisés pour les ateliers annuels de planification et d'examen des parties prenantes. Les informations recueillies à l'issue de chaque atelier seront prises en compte dans le plan de travail et budget annuel de l'année suivante, bouclant ainsi le cycle de planification et d'exécution participatives et induites par la demande.
17. Le projet, qui est axé sur la modernisation du secteur horticole ouzbek, vise en particulier à améliorer la qualité de vie des petits producteurs et prestataires de services commerciaux et des chômeurs ruraux, en apportant un appui au niveau des

principaux maillons de la filière horticole. Il s'agit du premier projet international de donateurs financé par un prêt en Ouzbékistan qui vise expressément les petits exploitants. Afin de tirer effectivement des enseignements de l'expérience acquise (apprentissage), des dispositions détaillées ont été prises pour mettre en place le suivi-évaluation des activités du projet ainsi qu'une approche participative de l'exploitation du système d'information de gestion proposé.

18. L'Agence de remembrement rural sera chargée d'élaborer une stratégie de communication pour le projet et de recueillir ensuite des données sur les aspects techniques des activités et les dispositions institutionnelles prises pour leur exécution. Vers la fin du projet, le personnel de l'UGP, des représentants des bénéficiaires et des représentants des institutions financières participantes et des partenaires d'exécution non financiers élaboreront un manuel de gestion concernant la modernisation de l'horticulture, reposant sur les données d'expérience du projet. Ce manuel sera distribué aux parties prenantes du projet.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

19. L'Agence de remembrement rural sera responsable de la gestion financière du projet dans son ensemble. Son directeur général sera chargé de superviser la gestion financière et de veiller à ce que les procédures établies soient respectées.
20. L'emprunteur ouvrira et tiendra un ou plusieurs comptes désignés auprès d'une banque ayant l'agrément du FIDA, pour recevoir à l'avance les fonds libellés en dollars des États-Unis. Le directeur de l'unité conjointe de gestion du projet (Agence de remembrement rural/projet) sera autorisé à utiliser ces comptes. S'inspirant des opérations de la Banque mondiale et de la BASD, l'Agence de remembrement rural a mis au point un manuel décrivant les procédures financières et les mécanismes de contrôle interne qui devront être appliqués pour les projets dont la responsabilité de l'exécution générale incombe à l'agence. En tant qu'organisme du secteur public, l'Agence de remembrement rural est soumise à des audits internes, sous forme d'inspections régulières menées par le service de contrôle et de révision du gouvernement. Ces dispositions ont été jugées acceptables par la Banque mondiale et ont été avalisées dans le cadre du projet. Par le biais de l'Agence de remembrement rural, l'emprunteur désignera des auditeurs indépendants ayant l'agrément du FIDA, qui approuvera leur mandat, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Ces auditeurs formuleront une opinion distincte sur chaque compte du projet, s'agissant du mécanisme de financement, de l'utilisation des ressources du projet, du respect des règles en matière de passation des marchés et de l'obligation redditionnelle des participants.
21. Plusieurs mesures sont prévues dans la conception du projet pour garantir une bonne gouvernance, à savoir une obligation redditionnelle démocratique, la transparence de la gestion financière, l'égalité entre les sexes et la mise en place de mécanismes pour les recours et les dédommagements. Parmi ces mesures figurent: i) les modalités et conditions des accords de prêt subsidiaires avec les institutions financières participantes; ii) une représentation homogène des parties prenantes dans le cycle de planification, de S&E et d'évaluation de l'impact du projet, prévoyant des mécanismes de recours et de dédommagement; iii) des quotas de femmes bénéficiaires; iv) l'application de directives et de procédures pour la passation des marchés relatifs aux projets conformes aux directives du Fonds en vigueur en la matière; v) l'application de seuils initialement faibles pour la passation des marchés; vi) une supervision directe assurée de manière intensive par le FIDA, avec notamment une supervision de la gestion financière fondée sur les risques et des examens des opérations (voir la section E ci-après); et vii) la mise en place d'audits externes périodiques.

E. Supervision

22. Le projet sera supervisé directement par le FIDA, qui mènera notamment une opération de supervision de la gestion financière fondée sur les risques, au départ

tous les six mois pendant les deux premières années de l'exécution du projet et, ensuite, à des intervalles appropriés selon l'évaluation des risques par le Fonds. En outre, des examens des opérations couvrant un échantillon aléatoire d'activités du projet seront réalisés au cours de la deuxième et de la quatrième années par des auditeurs indépendants, dont le mandat aura l'agrément du FIDA.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

23. La durée d'exécution du projet est de six ans, pour un coût total de 31,7 millions d'USD. Les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution représentent environ 1% du coût total du projet. Pour le calcul de ce coût, on a utilisé un taux d'inflation de 2,5% pour les dépenses en devises et de 7,5% pour les dépenses en monnaie locale, conformément aux objectifs du gouvernement en matière d'inflation. Un taux constant pour la parité des pouvoirs d'achat a été appliqué pour l'estimation du taux de change durant la période de mise en œuvre du projet. Les coûts par composante sont présentés dans le tableau ci-après.

B. Financement du projet

24. Le projet sera financé grâce à un prêt du FIDA d'un montant de 9,6 millions d'USD et à un don du FIDA d'un montant de 1,0 million d'USD, qui devront être utilisés pour l'assistance technique et le renforcement des capacités. Le Fonds fiduciaire espagnol, administré par le FIDA, accordera un prêt s'élevant à 11,4 millions d'USD; le gouvernement apportera 2,0 millions d'USD, les institutions financières participantes 2,6 millions d'USD et les bénéficiaires 5,1 millions d'USD. Ce dispositif de financement est exposé en détail dans le tableau ci-après.

	Fonds fiduciaire espagnol												Taxes gov.		Gouvernement		IFP		Don du FIDA		Bénéficiaires		Total		Monnaie locale (hors taxes)		Frais et taxes
	Prêt du FIDA		Fonds fiduciaire espagnol		Taxes gov.		Gouvernement		IFP		Don du FIDA		Bénéficiaires		Total		Monnaie locale (hors taxes)										
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Devises	Frais et taxes									
A. Appui à la production et à la commercialisation horticoles	-	-	498,6	39,2	188,4	14,8	397,4	31,3	-	-	186,8	14,7	-	-	1 271,3	4,0	596,4	486,5	188,4								
1. Amélioration des pépinières	-	-	214,6	24,1	0,0	-	-	-	-	-	674,2	75,9	-	-	888,8	2,8	675,6	213,2	-								
2. Modernisation des entreprises agricoles	-	-	150,0	74,6	9,1	4,5	-	-	-	-	42,0	20,9	-	-	201,1	0,6	47,7	144,3	9,1								
3. Modernisation de la production horticole	-	-	863,3	36,6	197,4	8,4	397,4	16,8	-	-	903,1	38,2	-	-	2 361,2	7,4	1 319,7	844,0	197,4								
Sous-total Appui à la production et à la commercialisation horticoles	4 314,6	20,0	10 355,6	48,0	-	-	-	-	2 588,9	12,0	-	-	4 315,0	20,0	21 574,0	68,1	13 807,2	7 766,8	-								
B. Finance rurale	3 666,5	67,9	-	-	900,2	16,7	-	-	-	-	-	-	833,3	15,4	5 400,0	17,0	1 500,0	2 999,8	900,2								
C. Infrastructure rurale: amélioration du réseau d'irrigation	1 653,4	70,1	146,6	6,2	244,0	10,3	218,2	9,3	-	-	96,4	4,1	-	-	2 358,6	7,4	248,7	1 865,9	244,0								
D. Gestion du projet	9 634,5	30,4	11 365,4	35,9	1 341,6	4,2	615,7	1,9	2 588,9	8,2	999,5	3,2	5 148,3	16,2	31 693,8	100,0	16 875,6	13 476,6	1 341,6								

C. Résumé des avantages et analyse économique

25. Les avantages que le projet procurera à son principal groupe cible, composé de petits horticulteurs et prestataires de services commerciaux liés à l'horticulture, seront la formation et le financement. Les progrès réalisés en matière de production, de productivité et de qualité, conformément aux normes intérieures et internationales, devraient faciliter l'accès aux marchés, grâce aux liens en amont qui offriront des possibilités d'emploi en milieu rural dans la production et la fourniture de services commerciaux.

26. Une analyse économique a été réalisée pour calculer les avantages globaux du projet, en se fondant sur une estimation prudente effectuée à l'aide de modèles représentatifs des exploitations agricoles et des entreprises des bénéficiaires. L'analyse a porté sur 20 ans afin de tenir compte de la période de gestation et d'introduction progressive des interventions proposées. Le taux de rentabilité économique pour le scénario de référence est estimé à 22%. Dans le cas de ce scénario, la valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, actualisée au taux de 12%, s'élève à 21,8 millions d'USD. Ces indicateurs démontrent la faisabilité économique du projet.

D. Durabilité

27. La modernisation du secteur horticole appuyée par le projet devrait entraîner: des progrès en matière de production et de productivité pour une gamme plus large de produits horticoles; la prolongation de la période de récolte; des gains d'efficacité dans la fourniture d'intrants et la commercialisation; et la mise en place d'un cycle

permanent d'investissements abordables. Par conséquent, grâce à l'appui du projet, ce secteur aura davantage de chances de devenir compétitif sur les marchés intérieur et d'exportation, et donc de favoriser une croissance économique soutenue, en particulier parmi les petits producteurs et prestataires de services commerciaux liés à l'horticulture.

E. Identification et atténuation des risques

28. Les principaux risques sont liés à l'absence éventuelle de mesures d'incitation à l'intention des divers acteurs, agriculteurs et entreprises qui devraient participer au projet. Parmi les mesures d'atténuation figurent une analyse attentive des possibilités et des contraintes, la participation et l'adhésion de toutes les parties prenantes associées à la conception du projet, et une analyse institutionnelle, technique et financière approfondie.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

29. La conception du projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, ainsi qu'aux Politiques du FIDA en matière de ciblage, de finance rurale, d'environnement et de gestion des ressources naturelles. Le projet visera à créer des conditions de mise en œuvre respectueuses de l'égalité des sexes et favorables, moyennant diverses activités de renforcement des capacités et dispositions concernant la gestion du projet. Pour répondre aux impératifs du FIDA en matière de ciblage, on s'assurera, dans le cadre des dispositions relatives au ciblage et à l'exécution, que les femmes et les sans-emploi font bien partie des populations rurales pauvres dont les capacités seront renforcées, afin qu'ils puissent tirer avantage des perspectives économiques offertes par le projet. La Politique du FIDA en matière de finance rurale contient des directives indiquant si une composante de finance rurale est appropriée dans le cadre d'un projet spécifique financé par le Fonds, et précisant les éléments sur lesquels cette composante devrait se fonder.
30. Le projet est classé dans la catégorie B dans la mesure où ses activités ne devraient avoir aucun impact négatif sur l'environnement. Les investissements en faveur de l'amélioration des réseaux et des infrastructures d'irrigation et de drainage n'auront que des effets favorables. Le projet devrait réduire la pression exercée sur les ressources naturelles, en faisant adopter des pratiques de gestion de ces ressources rationnelles et plus respectueuses de l'environnement et en diversifiant les moyens de subsistance. Ces initiatives amélioreront aussi la capacité d'adaptation des ménages ruraux au changement climatique et réduiront leur vulnérabilité face aux phénomènes météorologiques extrêmes.

B. Alignement et harmonisation

31. Le projet a été élaboré en se fondant sur la note conceptuelle et stratégique approuvée par la haute direction du FIDA et sur la Stratégie d'amélioration de la qualité de vie, principale stratégie du gouvernement en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Il respecte en tous points les principales propositions de cette stratégie (voir le paragraphe 3).
32. Aucun projet important financé par un prêt et ciblant spécifiquement le secteur horticole n'est mis en œuvre par des donateurs multilatéraux dans la zone du projet. L'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) prépare un projet dans le domaine de l'horticulture qui comportera des investissements en faveur de l'assistance technique, sous forme de dons. Des effets de synergie évidents entre le présent projet et le futur projet de la GIZ ont pu être mis en évidence, et une étroite collaboration a été envisagée afin d'en tirer parti. Une autre occasion de travailler en collaboration sera offerte dans le cadre de l'atelier de démarrage du projet, qui sera organisé avec des représentants des principaux participants au projet et parties prenantes potentiels, notamment des représentants des autres donateurs intervenant dans le domaine de l'aide au développement, à savoir la Banque

mondiale, la BASD, la GIZ et le Programme des Nations Unies pour le développement.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

33. Le projet, qui est axé sur la modernisation du secteur horticole ouzbek, vise en particulier à améliorer la qualité de vie des petits producteurs et prestataires de services commerciaux ainsi que des chômeurs ruraux, en apportant un appui au niveau des principaux maillons de la filière horticole. Il s'agit du premier projet international de donateurs financé par un prêt en Ouzbékistan qui vise expressément les petits producteurs.
34. Dans le cadre de la stratégie de communication, des données seront recueillies sur les aspects techniques des activités du projet et les dispositions institutionnelles prises pour leur exécution. Vers la fin du projet, un manuel de gestion concernant la modernisation de l'horticulture, reposant sur les données d'expérience du projet sera élaboré. Ce manuel sera distribué aux parties prenantes du projet et utilisé ultérieurement pour la reproduction à plus grande échelle.

D. Participation à l'élaboration des politiques

35. Par le biais de la concertation sur l'élaboration des politiques, le projet promouvra des mesures visant à relier les groupes cibles aux marchés d'une manière efficiente, compétitive et durable. Il faudra pour ce faire régler les questions d'agrément et de normes de qualité, ce qui facilitera l'accès durable des groupes cibles aux services financiers ruraux; il faudra surtout trouver d'autres solutions acceptables pour satisfaire aux exigences actuelles en matière de garantie. En particulier, la participation du FIDA sera le moteur de la concertation sur les politiques en faveur de la petite exploitation, notamment les fermes dekhani.

VI. Instruments juridiques et autorité

36. Un accord de financement entre la République d'Ouzbékistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
37. La République d'Ouzbékistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire par l'intermédiaire du FIDA en sa qualité de gestionnaire.
38. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

39. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République d'Ouzbékistan un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à six millions cent quatre-vingt-dix mille droits de tirage spéciaux (6 190 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Ouzbékistan un don d'un montant équivalant à six cent quarante-cinq mille droits de tirage spéciaux (645 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, par l'intermédiaire du FIDA en sa qualité de gestionnaire, fera à la République d'Ouzbékistan un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à huit millions quatre cent soixante mille euros (8 460 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Horticultural Support Project"

(Negotiations concluded on 25 March 2012)

IFAD Loan number: _____

IFAD Grant number: _____

Trust Loan number: _____

Project Title: Horticultural Support Project (the "Project")

The Republic of Uzbekistan (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Spanish Food Security Cofinancing Facility Trust Fund (the "Trust")

(each a "Party" and all of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Executive Board of IFAD at its 100th Session approved the establishment of the Trust and further approved that the Trust, acting through IFAD in its capacity as the Trustee, enter into a Borrowing Agreement with the Kingdom of Spain; and

WHEREAS the Kingdom of Spain and IFAD, in its capacity as the Trustee of the Trust, have signed the Borrowing Agreement on 28 December 2010.

WHEREAS IFAD has agreed to extend financing to the Borrower/Recipient for the purpose of financing the Horticultural Support Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS, on the basis of the above and other considerations, the Trust has agreed to extend a Trust Loan to the Borrower/Recipient for the purpose of increasing the financing in respect of the above referenced Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS, the Borrower/Recipient, in accordance with its national legislation, has completed a Project Feasibility Study which is acceptable to the Fund;

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For

the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein. The term "Loan" in the General Conditions shall apply equally to the IFAD Loan and the Trust Loan.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant and the Trust shall provide a Loan to the Borrower/Recipient (all of which are collectively referred to as "the Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1.
 - A. The amount of the IFAD Loan is six million one hundred ninety thousand Special Drawing Rights (SDR 6 190 000).
 - B. The amount of the IFAD Grant is six hundred forty five thousand Special Drawing Rights (SDR 645 000).
 - C. The amount of the Trust Loan is eight million four hundred sixty thousand Euros (Euro 8 460 000).
2. The IFAD Loan and the Trust Loan are granted on Highly Concessional Terms, as defined in Section 5.01(a) of the General Conditions.
3.
 - A. The Loan Service Payment Currency for the IFAD Loan shall be US dollar.
 - B. The Loan Service Payment Currency for the Trust Loan shall be the Euro.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge of the IFAD Loan and the Trust Loan shall be payable on each 15 March and 15 September.
6. Withdrawals from the Loan and Grant Accounts shall be made in conformity with the procedures established by the Fund in accordance with Section 4.04 of the General Conditions.
7. Procurement of goods, works and consulting services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Fund's "Procurement Guidelines" approved by the Fund's Executive Board in September 2010, (the "Procurement Guidelines") as may be amended from time to time by the Fund.
8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project to cover social charges associated with PMU salaries, support for the Shreder Institute, and exemption from duties and taxes as per the Project Feasibility Study and as agreed between the Borrower/Recipient and the Fund.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Water Resources of the Borrower/Recipient.
2. The following is designated as an additional Project Party: the Rural Restructuring Agency.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:
 - (a) a Governmental Decree confirming the Rural Restructuring Agency as the agency responsible for the management of the Project shall have been issued;
 - (b) a project manager and a chief accountant, with qualifications and experience acceptable to the Fund, have been appointed.
2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance
5 Mustaqillik Square
Tashkent 100008, Republic of Uzbekistan

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Spanish Food Security Co-Financing Facility Trust Fund

President
International Fund for Agricultural Development in its capacity as Trustee
of the Spanish Food Security co-Financing Facility Trust Fund
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in three (3) original copies, one for the Fund, one for the Trust and one for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF UZBEKISTAN

Authorized Representative
Title

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

FOR THE SPANISH FOOD SECURITY
CO-FINANCING FACILITY TRUST FUND

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit small-scale, private sector, actual or potential horticulture producers operating horticultural fields of 6 ha or less, including dekhan farmers; agrofirms and other service providers active in the horticultural value chain; and the rural unemployed. The Project Area shall be the Surkhandarya region.
2. *Goal.* The goal of the Project shall be improved living standards for the rural population in the Project Area.
3. *Objectives.* The objective of the Project shall be increased incomes and assets accruing to smallholder farmers, processors and service providers within the horticultural sub-sector.
4. *Components.* The Project shall consist of four components: (i) Support to Horticultural Production and Marketing; (ii) Rural Finance; (iii) Improved Irrigation and Drainage Network; and (iv) Project Management.
 - 4.1 **Component 1: Support to Horticultural Production and Marketing.** This Component shall support the importation of highly-productive new varieties of plants and rootstock including varieties and rootstock not yet listed in the Borrower/Recipient's Official Catalogue of Authorized Planting Materials for propagation and onward sales to beneficiaries. A resolution shall be adopted by the Cabinet of Ministers to allow such importation in order to avoid lengthy trial periods before license for commercial use is granted. The imported modern varieties and rootstock mother plants would be used to set up demonstration orchards to be managed by a Central Nursery located at one of the existing Shreder Institute facilities in the Project Area and for propagation by the Central Nursery. The component would further
 - (i) support the Central Nursery comprising the financing of: (i) office equipment; (ii) nursery equipment; (iii) tissue laboratory equipment; international technical assistance to assist the Central Nursery in modernising its propagating activities; (iv) necessary vehicles; and (v) operation and maintenance by the Shreder Institute of the Central Nursery and the tissue laboratory.
 - (ii) provide technical assistance and training for (i) business planning; and (ii) orchard and horticulture field management and growing techniques for Project beneficiaries.
 - 4.2 **Component 2: Rural Finance.** This Component shall support provision of financing products to beneficiaries for investments in (i) establishment or improvement of orchards and vegetable fields with high yielding new varieties; (ii) introduction of modern production technologies; and (iii) establishment or improvement of non-farm value chain facilities such as processing and cold storage facilities, specialized transport, and farm services. Each financing product shall be composed of the following elements:
 - (i) *Debt Financing*, in the form of loans, up to a maximum of 80% of the total investment cost;

- (ii) *Beneficiary Contribution*, which shall be a minimum of at least 20% of the total investment cost.

Three financing product categories shall be made available for beneficiaries as follows:

- (i) *Credit Line for Horticultural Processing and Storage*: Legal entities active in the horticultural value chain including Agrofirms shall be eligible to receive Debt Financing to a maximum amount of USD 600 000 equivalent per borrower.
- (ii) *Credit Line for Farmers*: Farmers operating horticultural fields of less than 6 ha; and small market services entities active in value chain including storage, processing, packaging, distributing shall be eligible to receive Debt Financing to a maximum amount of USD 100 000 equivalent per borrower.
- (iii) *Credit Line for Small Producers*: Small production units operating high value cash crop land of less than 2 ha, including dekhani farmers; and micro market services entities shall be eligible to receive Debt Financing to a maximum amount of USD 20 000 equivalent per borrower.

4.3 Component 3: Improved Irrigation and Drainage Network. This component shall finance investments in public irrigation and drainage infrastructure that complement support to activities under Components 1 and/or 2.

Eligibility criteria shall be set out in the Project Implementation Manual based upon the Project Feasibility Study and as agreed between the Borrower/Recipient and the Fund. Criteria shall include direct linkage with the horticulture activities selected for support under Components 1 and/or 2, authenticated through the respective producers and processors; and a proposal for a feasible and sustainable procedure for operation and maintenance of the proposed facility, endorsed by the responsible institution.

4.4 Component 4: Programme Management. This Component shall support Programme management as outlined in Section II below.

II. Implementation Arrangements

5. Interagency Council (IC). The Interagency Council for Cooperation with International Financial Institutions, Foreign Government Agencies and Donor Countries in Implementation of Large-scale and Strategically Important Investment Projects shall have the overall responsibility for management and oversight of the Project, and shall provide guidance and direction to the Lead Project Agency (LPA).

6. Rural Restructuring Agency and Project Management Unit. Day-to-day oversight of the Project's management shall rest with a Project Management Unit (PMU) embedded in the Rural Restructuring Agency (RRA). The RRA shall report to the LPA.

6.1 The PMU shall have a Central Office in Tashkent and a Regional Office in the Project Area. The main functions of the PMU shall be: (i) project planning; (ii) financial administration including budgeting, procurement, accounting and disbursement; (iii) monitoring and evaluation; and (iv) providing, as appropriate, implementation support to implementing partners and beneficiaries. Appropriate arrangements for monitoring of the Rural Finance component after Project completion shall be agreed between the Borrower/Recipient and the Fund.

6.2 The Regional Office shall be responsible for day-to-day implementation in the field of all aspects of the Project, with the exception of financial administration and procurement, which shall be managed entirely by the PMU central office.

Component Management

7. **Component 1: Shreder Institute and nurseries.** Imported plants shall be purchased by the RRA following technical specifications provided by the Shreder Institute for propagation and on sales to Project beneficiaries. A Central Nursery, located at one of the existing Shreder Institute facilities in the Project Area, shall manage demonstration orchards and the propagation activities in the nursery, as well as sales to Project beneficiaries. The Shreder Institute and the Central Nursery shall provide appropriate technical support to beneficiaries such as agrofirms, which purchase plants from the Central Nursery for purposes of maintaining regional nurseries.

8. **Component 2: Rural Finance: Participating Financial Institutions (PFI).** Proceeds of the Financing under Component 2 shall be used to provide Subsidiary Loans to pre-qualified commercial banks and other eligible participating financial institutions (PFIs) approved by the Fund and the Borrower/Recipient. The PFIs shall use the Subsidiary Loans to provide the Debt Financing element of the financing products described at paragraph 4.2 above. Due diligence of each PFI shall be carried out by an international bank assessment consultant in collaboration with the RRA.

8.1 The Subsidiary Loans to PFIs shall be governed by Investment Guidelines approved by the Fund and the Borrower/Recipient, which shall provide an overall framework for the distribution of the Subsidiary Loans and financing products including: (i) eligibility criteria for PFIs and end-borrowers; (ii) eligibility of loan purposes; (iii) a general description of refinancing activities; (iv) principal conditions and procedures for refinancing, approval, disbursement, repayment; (v) PFI accounting and audit requirements; and (vi) monitoring and reporting.

8.2 The Borrower/Recipient shall make the Subsidiary Loans available to the PFIs under Subsidiary Loan Agreements (SLAs) to be entered into between the Borrower/Recipient and the RRA on one hand, and each PFI on the other. The SLAs shall be under terms and conditions approved by the Fund and in adherence with the Investment Guidelines. Except as the Fund shall otherwise agree, the Borrower/Recipient shall not assign, amend, abrogate or waive any SLA or any of its provisions.

8.3 Each SLA entered into shall comply with the following terms and conditions:

- (i) the amount of Subsidiary Loan to each PFI shall be made available in USD or Uzbek Soum (Soum);
- (ii) the principal amount of the Subsidiary Loan shall be repaid by the concerned PFI in USD or in Soum to the Borrower/Recipient after 20 years from the entry into force of the respective SLA, unless the Borrower/Recipient and PFIs jointly agree to extend the period of refinancing beyond the initial 20 years' period;
- (iii) interest shall be charged on the outstanding balances of each Subsidiary Loan at a rate acceptable to the Fund;

- (iv) the PFI shall keep records that show the amount of the outstanding balance of the Subsidiary Loan disbursed as Debt Financing;
- (v) if a PFI is unable to disburse a substantial share of the Subsidiary Loan made available to it, the RRA shall suggest to the Borrower/Recipient reallocation of such funds partially or in full to other eligible PFIs.

8.4 The PFIs shall evaluate applications for Debt Financing, bear the lending risk and ensure that the investments meet the eligibility criteria. If approved by a PFI, the application shall be forwarded to the PMU for review and approval. Applications for Debt Financing above USD 250 000 shall require a no objection from IFAD. After approval and no objection as applicable, the Debt Financing shall be disbursed by the respective PFI.

9. **Component 3: Improved Irrigation and Drainage Network.** The implementation of this Component shall be managed by RRA through the PMU, which shall:

- (i) on the central level in Tashkent: (a) review, finalize and submit recommendations for irrigation/drainage investment proposals with required supporting documents for LPA and IFAD approval; and (b) conduct procurement of design services and civil works and submit evaluation reports to the Procurement Committee for approval and to IFAD for review and written no-objection;
- (ii) on the regional level through the Regional Office: (a) publicize the availability of the irrigation and drainage support component in the Project Area, its application format and arrangements, selection procedures and implementation modality; (b) assist interested applicants in application preparation and submission; (c) undertake technical review of investment proposals; (d) based on the technical review, evaluate and rank applications in accordance with the guidelines and mechanisms in accordance with the Project Implementation Manual; (e) submit recommendations for irrigation/drainage investments with required supporting documents for review at the PMU central level; (f) develop engineering designs' Terms of References for selected investment proposals; (g) assist the PMU on the central level in evaluation of bids; (h) review and approve engineering designs; and (i) monitor and carry out supervision of the implementation by contractors of all civil works.

10. **Project Implementation Manual (PIM).** The PMU shall prepare a draft Project Implementation Manual acceptable to the Fund and submit it for approval to the Lead Project Agency. When so approved, a copy of the PIM shall be provided by the Lead Project Agency to the Fund. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund.

11. **Mid-Term Review (MTR).** A Mid-term Review shall be conducted at the end of Project Year three, to assess the progress, achievements, constraints and emerging impact and likely sustainability of the project and make recommendation and necessary adjustments for the remaining period of disbursement. The MTR shall be carried out jointly by the Lead Project Agency and IFAD.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of IFAD Loan, IFAD Grant and Trust Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the IFAD Loan, the IFAD Grant and the Trust Loan; the allocation of the amounts of the IFAD Loan, the IFAD Grant and the Trust Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category.

Category	IFAD Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	IFAD Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Trust Loan Amount Allocated (expressed in Euro)	% of Expenditures to be financed (net of taxes and beneficiary, PFI and government contributions)
I. Works including Design & Supervision	2 360 000			100%
II. Vehicles, Equipment and Materials			475 000	100%
III. Technical Assistance		645 000		100%
IV. Training			230 000	100%
V. Rural Finance				
(a) Credit Line for Horticultural Processing and Storage	2 620 000			100%
(b) Credit line for Farmers				
(c) Credit line for Small Producers			4 840 000	100%
			2 480 000	100%
VI. Recurrent Cost	960 000			100%
VII. Unallocated	250 000		435 000	
TOTAL	6 190 000	645 000	8 460 000	

(b) Withdrawals for activities under category V above shall be limited to USD 300,000 until the Fund has received satisfactory evidence that due diligence has been carried out by an international bank assessment consultant for at least three potential and interested PFIs; and Investment Guidelines and a model Subsidiary Loan Agreement have been agreed upon between the Borrower/Recipient and the Fund.

Schedule 3

Special Covenants

(a) In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the IFAD Loan Account, the Grant Account and the Trust Loan Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. The Borrower/Recipient shall ensure that no later than one year from the date of entry into force of this Agreement the Cabinet of Ministers shall adopt a resolution to allow the importing of highly productive new varieties of plants and rootstock including varieties and rootstock not yet listed in the Official Catalogue of Authorized Planting Materials in order to avoid lengthy trial periods before license for commercial use. The resolution shall allow the propagation of the new varieties and rootstock and unrestricted distribution of the propagated plants within the Project Area.
2. The Borrower/Recipient shall ensure that all Subsidiary Loans shall be disbursed from and repaid to a dedicated RRA Subsidiary Loan Account operated by the RRA.
3. At all times during the Project Implementation Period the Borrower/Recipient shall ensure that all civil works, equipment and services imported for the purposes of the Project shall be exempted from any custom duties or taxes.

(b) If at any time until the twentieth anniversary of the date of entry into force of this Agreement the outstanding balance of the proceeds of the Financing extended to Project beneficiaries under category V(a), V(b) or V(c) of Schedule 2 has for a sustained period of 18 months or longer remained below 70% of the total amount of Financing extended in the form of the Subsidiary Loans described in paragraph 8 of Schedule 1, thus implying that a balance of 30% or more of such Financing has remained unutilized, the Fund may (a) partially cancel the remaining undisbursed amount of the Financing up to a maximum of 50% of the unutilized balance; or (b) accelerate the maturity of an amount not exceeding 50% of the unutilized balance in accordance with section 12.05 of the General Conditions.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verification	Assumptions
GOAL			
Improved living standards for the rural population in the project area.	<ul style="list-style-type: none"> 10 per cent reduction in the prevalence of malnutrition for children for target population (RIMS mandatory impact indicator) by PY6 in the Project Area. 	<ul style="list-style-type: none"> Government: FBS, other public socio-economic surveys and statistics, health welfare surveys; UNICEF Multiple Indicators Cluster Survey (MICS); World Bank LSMS Project M&E/PIM; Project completion report. 	<ul style="list-style-type: none"> Government maintains and pursues pro-poor policies and WIS 2008-2010. No severe climatic or economic shocks.
DEVELOPMENT OBJECTIVE			
Increased incomes and assets generated by small-scale producers, processors and service providers within the horticultural subsector.	<ul style="list-style-type: none"> Increase in value in household asset ownership for target population participating in project resulting from investments into horticultural production from USD 15,000/HH to USD 18,000/HH by PY3 and to USD 21,000/HH by PY6 (RIMS mandatory impact indicator); Increase in income for target population households participating in the project resulting from investments into horticultural production from USD 1,500 to USD 1,800 by PY6; 2,000 employment opportunities (50% women, 50% men) provided annually (RIMS 2nd level) by PY6. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline and follow up surveys; Project M&E/PIM; Agrofirms records. 	<ul style="list-style-type: none"> No deterioration in the macroeconomic situation.
OUTCOME 1			
Viable horticultural subsector with modern farming techniques, backward linkages to poor rural smallholders and improved access to domestic and international markets created.	<ul style="list-style-type: none"> 390 households adopting recommended technologies (RIMS 2nd level) by PY6; 600 ha of land put under production of horticultural high value produce with recommended technologies by PY6; 30% increase in volume/value of horticultural produce handled by Agrofirms sold on export markets by PY6; Decrease in volume/value of wastage of produce by farms among target population from USD 6 million to USD 4 million PY6; Increase in number of functioning market, storage, processing facilities with 3 by PY3 and 20 by PY6 (RIMS 2nd level). 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline and follow up surveys; Market studies; Government forestry/agricultural statistics; Household interviews; Agrofirms' financial statements; Records from Agrofirms and nurseries. 	<ul style="list-style-type: none"> Export policies with improved economic effect on beneficiaries. Land access and use policies with improved economic effect on beneficiaries.
Output 1			
Central Nursery supported and endowed with capacity to propagate modern varieties and rootstock for sales to Agrofirms and beneficiaries.	<ul style="list-style-type: none"> Central Nursery is grafting first plants by PY2; Plants purchased by Agrofirms and beneficiaries from Central Nursery in an amount sufficient for establishing 300 ha of orchards by PY6. 	<ul style="list-style-type: none"> Records from Central Nursery and Agrofirms; Project M&E/PIM. 	
Output 2			
Agrofirms identified and strengthened for providing services to small horticulture clients, contract farming, technology transfer, produce handling and marketing support.	<ul style="list-style-type: none"> 15 Agrofirms supported by PY6. 	<ul style="list-style-type: none"> Project M&E/PIM. 	

Output 3			
Training in modern farming methods, marketing, professional skills and entrepreneurship provided.	<ul style="list-style-type: none"> 450 people (30% women, 70% men) trained in business and entrepreneurship (RIMS 1st level) by PY5; 900 people (30% women, 70% men) trained in crop production practices and technologies (RIMS 1st level) by PY5; 450 people (30% women, 70% men) trained in post-production, processing and marketing (RIMS 1st level) by PY5. 	<ul style="list-style-type: none"> Project M&E Database. 	
OUTCOME 2			
Investments by producers, processors and service providers into productive assets in horticultural value chain increased.	<ul style="list-style-type: none"> Value of gross loan portfolio (RIMS 1st level) at USD 11 million by PY 6; Portfolio at risk (RIMS 1st level) kept at below 10%; Improved access of the poor to financial Services (RIMS 2nd level); 700 active borrowers (30% women, 70% men) by type of service (RIMS 1st level) by PY6. 	<ul style="list-style-type: none"> Commercial Bank records; Project M&E/PIM. 	<ul style="list-style-type: none"> No deterioration/improvement in investment climate as a result of financial sector policy and regulatory framework. Absence of political interference in operation of the refinancing facility. Financial institutions willing and able to address the intended target groups.
Output 1			
Refinancing Facility established to provide refinancing capital to PFIs for on lending to the horticultural value chain.	<ul style="list-style-type: none"> Refinancing Facility operating by PY2; 4 PFIs participating in the project (RIMS 1st level) by PY4. 	<ul style="list-style-type: none"> PFI records and transaction audits. 	
Output 2			
Financially viable PFIs supported providing a range of financial services to small horticulture clients.	<ul style="list-style-type: none"> 100 business plans used as collateral for loans by PY4; 50 of staff (30% women, 70% men) of service providers trained (RIMS 1st level) by PY2. 	<ul style="list-style-type: none"> Project M&E Database. 	
OUTCOME 3			
Farming efficiency and mobility of productive assets and produce improved.	<ul style="list-style-type: none"> Likelihood of sustainability of the roads constructed/rehabilitated (RIMS 2nd level); 20% increase in volume of water saved (in m³); 1 000 ha of land improved through water conservation methods (RIMS 2nd level); 8 000 HH reached by PY6. 	<ul style="list-style-type: none"> M&E and impact assessments. 	<ul style="list-style-type: none"> Willingness of target population to invest in infrastructure.
Output 1			
Rural infrastructure for modern irrigation methods and techniques at farm level constructed.	<ul style="list-style-type: none"> 1 000 ha land under irrigation schemes constructed and/or rehabilitated (RIMS 1st level) by PY4; 20 other infrastructure constructed (RIMS 1st level) by PY6. 	<ul style="list-style-type: none"> M&E and impact assessments. 	
Output 2			
Training in infrastructure management provided.	<ul style="list-style-type: none"> 100 people (30% women, 70% men) trained in infrastructure management (RIMS 1st level) by PY4; 100 people (30% women, 70% men) trained in NRM (RIMS 1st level) by PY 4. 	<ul style="list-style-type: none"> Project M&E Database. 	